

T 2137-586

ISSN 0026-9433

le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 586

JEUDI 19 SEPTEMBRE

8,00 F

AFFAIRE GREENPEACE



LES MAINS SALES DE L'ÉTAT



radio
libertaire
la mutualité. samedi 28 sept

gil cerisay · hamou cheheb
maurice fanon · claude feron
marc ogeret · sapho · sarcloret
tchouk tchouk nougân
gilles langoureau

billets
80 F
70 F aux porteurs
de la carte
de Radio-Libertaire
14 h - minuit
il est prudent de réserver
rapidement.
FÉDÉRATION ANARCHISTE
145, rue Amélot 75011 Paris. Tél. 805.34.08

F°P. 2520

La France terroriste du Pacifique sud

Les gens qui prétendent nous diriger, à tous les échelons qu'ils sévissent, donnent souvent aux pauvres citoyens que nous sommes l'occasion de les voir sans masque, tels qu'ils sont. Quand l'apparat tombe, la grandiloquence devient ubuesque, et le vrai visage de ceux qui nous oppriment à longeur d'année se dévoile aux yeux du monde entier, dans toute sa vanité et son incohérence.

L'affaire Greenpeace aura été, durant cette période estivale, une nouvelle occasion de ce genre où nos sinistres président de la République, premier ministre, ministre de la Défense et autres généraux finissants auront donné d'eux-mêmes une image aussi parfaitement fidèle que possible au niveau du ridicule.

Les faits

Pour ceux que les vacances avaient laissé loin de l'actualité, un bref rappel des faits ne sera pas inutile. Pendant que certains Français pataugeaient sur les plages de Normandie, un navire de Greenpeace s'enfonçait dans l'eau du port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, emmenant par le fond un membre de son équipage. Ce qui aurait pu n'être pour la France qu'un fait divers était pourtant le point de départ de l'affaire qui tient depuis la une de la presse mondiale et qui montre du doigt notre si beau pays, chante des libertés et des droits de l'homme.

Les Néo-zélandais n'ont pas tardé à arrêter un (faux) couple de Français et à les mettre au secret. Ces deux barbouzes attachées à la D.G.S.E. (services secrets français) et qui auraient participé au minage du *Rainbow Warrior* furent même transférées dans des prisons différentes, la police de Nouvelle-Zélande craignant une intervention des services secrets français pour les délivrer.

Cette histoire sans fin, pour laquelle une nouvelle piste nous est depuis révélée chaque jour, prénait les allures du plus mauvais des S.A.S. Un scénario

archi-classique dans lequel il ne manque plus que la C.I.A. ou le K.G.B., puisqu'on s'est demandé si tout cela n'avait pas été commandité par les Anglais ou d'autres encore, pour faire fuir les Français du Pacifique Sud. Nos hommes-grenouille seraient donc des sous-marins battant pavillon encore inconnu...

Il a quand même bien fallu reconnaître qu'ils étaient des militaires français « un peu spéciaux », qu'ils avaient agi sur des « ordres un peu trop vagues », et Mitterrand a commandé une enquête au sieur Tricot, dont on murmure dans les salons élyséens que c'est un test pour le futur Premier ministre du gouvernement de la cohabitation.

On a demandé, jusque dans le Parti socialiste et à Matignon, que les responsables soient démasqués et châtiés, fussent-ils haut placés. Certains ont demandé la démission de Hernu, ministre de la Défense. Puis l'enquête Tricot, rondement menée, a accouché d'un rapport qui, bien entendu, lave la France et son gouvernement de tout soupçon.

Le dernier épisode de ce polar de cinquième zone est le voyage de Mitterrand à Mururoa, via la base de lancement de Kourou, en Guyane, où il a pu assister au dernier échec en date d'Ariane.

Pour la France Greenpeace ce sont des espions

On peut se défendre de tout, mais on ne peut pas nier l'évidence. La France a bel et bien coulé le *Rainbow Warrior*, et ce n'est pas l'exploitation que peuvent faire de cet événement les Etats du Pacifique Sud qui pourraient masquer cette vérité première.

Le degré de nullité et de mauvaise foi auquel nos « dirigeants » sont ici parvenus est à peine concevable. Comment prétendre que le *Rainbow Warrior*, si peu équipé en moyens de transmissions, et même s'il comptait mettre le cap sur Mururoa, ait pu être un navire espion (au profit de qui ?).

La stratégie de Greenpeace est depuis longtemps connue de tout

le monde. Organisation non violente par principe, c'est par sa présence et une couverture médiatique la plus large possible qu'elle a toujours, non pas combattu au sens premier du terme, mais dénoncé pour combattre, l'armement atomique, la chasse aux baleines et aux bébés phoques, etc. Ce n'est pas une organisation à la solde d'un Etat quelconque (ou alors il faudrait le dénoncer ouvertement et le prouver), mais il faut admettre que sa vocation est d'ordre purement écologiste, même si cette préoccupation a un contenu politique évident.

Une démonstration de force

Les militaires français basés dans le Pacifique ont reçu l'ordre d'empêcher par la force s'il le faut l'entrée dans les eaux territoriales du site français de Mururoa de tout navire étranger. Oseront-ils tirer sur un navire civil, non armé ? Ce serait la signature par l'Etat français de l'affaire du *Rainbow Warrior*. Un Etat sans scrupules, prêt à n'importe quoi.

A son retour de Mururoa, Mitterrand a tenu à rassurer le monde sur les essais nucléaires français, qui sont selon lui sans effet sur l'environnement et sur les personnes présentes à Mururoa même. La réponse du Premier ministre australien ne s'est pas fait attendre et il faut bien avouer qu'elle ne manque pas de saveur : « Si Mitterrand tient tant à prouver à tout le monde dans la région que ces essais sont parfaitement sûrs, il n'y a qu'à faire procéder en France métropolitaine ».

Le Président français déclare encore que « la France, présente dans le Pacifique sud, entend y décider souverainement de ce qui touche à ses intérêts nationaux (...) et qu'elle poursuivra autant qu'elle le jugera nécessaire (...) les expérimentations utiles à sa défense ». Cela sous-entend que notre pays est décidé à faire la sourde oreille aux arguments des pays du Pacifique sud, qui ne seront plus des ennemis de la

Editorial

Charles Hernu est passé à la trappe. Les dernières affirmations du *Monde* et du *Canard enchaîné* ont mis directement le ministre de la Défense en cause, ainsi que les généraux Lacaze et Saulnier, dans l'attentat contre le *Rainbow Warrior*, attentat qui, on finit par l'oublier, a fait un mort... Le bateau de Greenpeace aurait finalement été coulé sur ordre de Hernu lui-même, chose qu'il aurait surnoisement caché au président. Le rapport Tricot s'écroule, ce rapport dont l'auteur déclarait récemment ne pas pouvoir affirmer que les personnalités interrogées disaient la vérité !

L'opposition saute évidemment sur l'occasion pour exiger le départ de Mitterrand, trop heureuse de se débarrasser du problème de la cohabitation, hurlant au scandale d'un gouvernement « mentant-au-peuple »... Il est touchant de voir à quel point ce bon peuple a la mémoire courte. Les sinistres pantins qui gesticulent aujourd'hui sont ceux qui, hier, cachaient sous les tapis de l'Etat des affaires tout aussi encombrantes... De Ben Barka à Robert Boulin, de de Broglie aux assassins à forte odeur policière de Henri Curiel ou de Pierre Goldman, des nazis dans la police aux enquêtes avortées contre les actions fascistes en 1979-1980 ; ces gens-là ont les mains trop sales pour se poser en donneurs de leçon... Et pourtant !

De tout temps, l'Etat s'est entouré de mercenaires, clandestins ou non, chargés des basses besognes. « A force de participer à la lutte anti-terroriste, les gens du contre-espionnage se sont progressivement autonomisés et rendent de moins en moins compte de leurs activités (...) », déclare l'un d'eux à *Libération*. Peut-on être plus clair ?

Qu'Hernu ait ordonné ou non l'attentat contre Greenpeace n'est pas le plus important... L'essentiel est que de toute façon il a tenté de couvrir les responsables... Le ministre de la Défense contraint de démissionner, rien ne changera pour autant.

La raison d'Etat s'accommode souvent de « solutions » expéditives. Peu importe si le sang coule, l'important est que la « populace » reste indifférente à des affaires qui ne l'intéressent pas. Il est évident que si les électeurs commencent à réfléchir à ce genre de choses, l'« ordre » serait menacé. A nous, donc, d'essayer de leur ouvrir les yeux !

France quand ils ne contesteront plus ce que celle-ci considère unilatéralement comme ses droits.

Le Premier ministre néo-zélandais, M. Lange, interprète cette attitude comme « un bras d'honneur en direction de tous ceux qui pensent autrement que Paris » (sic).

La France championne de l'intolérance

Cette épreuve de force décidée par Paris semblerait presque avoir été montée de toutes pièces pour donner à Mitterrand et à ses valets l'occasion de monter en métropole, sous la houlette des sociaux, le nationalisme à tout crin.

Sûrs d'être désavoués, sur le plan économique et social, par les Français lors des prochaines farces électorales, Mitterrand et les siens pensent « racoler » en jouant sur la corde si sensible du patriotisme français. Et il faut croire que cela pourrait marcher.

comme cela marcha pour Thatcher avec ses Malouines, quand on voit que les partis de droite approuvent en l'occurrence les initiatives du pouvoir de gauche. Voilà un terrain d'entente tout trouvé en vue de la cohabitation, et le traitement plutôt favorable réservé au budget de la défense pour 1986 va également dans ce sens.

Les cocardiers peuvent se réjouir, ils pourront voter sans souci pour le P.S. ou pour le Front National de Le Pen. Le maître-mot, c'est partout la « Patrie ». Garde-à-vous, citoyens de France, unissez-vous derrière la bannière de qui vous voudrez, craignez plutôt pour l'avenir de votre pays (cette fiction) que pour l'avenir de chômeur qu'il réserve à vos chères têtes blondes. C'est bon, c'est sain, et tant pis si pour cela on doit empoisonner le reste du monde.

Philippe
Gr de Coulommiers

AMIS LECTEURS

Comme nous vous le laissons entendre lors du numéro précédent, la machine sur laquelle est photocomposé le *Monde libertaire* est définitivement hors d'état de fonctionner. Ce matériel est indispensable à notre journal afin de lui assurer une parution régulière, ainsi qu'une bonne qualité graphique.

Parce que nous souhaitons conserver notre indépendance nous sommes amenés à la remplacer dès maintenant. Le renouvellement de ce matériel coûte relativement cher : le prix d'une photocomposeuse d'occasion, garantie, est d'environ 100 000 F (10 millions de centimes).

L'état de notre trésorerie ne nous permet pas d'assurer dans de bonnes conditions ce renouvellement, c'est pourquoi nous faisons une nouvelle fois appel à vous.

POUR PRÉSERVER L'INDÉPENDANCE DU MONDE LIBERTAIRE, SOUSCRIVEZ MASSIVEMENT !

Salutations fraternelles
Les administrateurs



en bref...en bref...

• L'Association pour la réflexion, l'information et la confrontation des objectifs (ARICO, BP 2024, 49016 Angers cedex) organise le 12 octobre un bal folk avec table de presse. Rendez-vous à 21 heures salle de Murs-Egine, route de Denée à la sortie d'Angers (direction Cholet - parcours fléché). Participation 20 F.

• A l'initiative de SAT-AMIKARO des stages intensifs d'espéranto auront lieu à Paris les 26 et 27 octobre (niveau 1) et les 16 et 17 novembre (niveau A). Bulletin d'inscription et renseignements contre enveloppe affranchie à : SAT-AMIKARO, 67 avenue Gambetta, 75020 Paris.

• Sur le thème « les enfants de toutes les couleurs », l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés organise une fête le samedi 5 octobre à 15 h, au 14, rue de Nanteuil, Paris 15^e (métro Plaisance ou Pasteur). Au programme : dessins animés, contes, musique...

• L'Association syndicale des prisonniers de France (15, allée Anne-de-Beaujeu, Paris 19^e) tiendra son assemblée générale le 20 octobre à partir de 9 h au 33, rue des Vignobles, Paris 20^e. Cette assemblée est ouverte à tous et débattera des problèmes de fonctionnement et de l'organisation actuelle. Les débats seront présidés et animés par Jacques Lesage de la Haye.

**LISEZ
ABONNEZ-VOUS
SOUSCRIVEZ**

Bassens (suite)

Dans le *Monde libertaire* de la rentrée, nous vous avons relaté ce qui se passait dans la riante Gironde, à Bassens, où on veut fermer la Maison des Syndicats.

« On », c'est le conseil municipal à majorité socialiste et son maire M. Etourneau. Celui-là même qui, le mardi 10 septembre, déclarait que la décision de fermeture était irrévocable. Pourtant les syndicats de Bassens proposaient de faire une collecte, d'appeler à la solidarité...

En attendant, la Maison des Syndicats est toujours occupée. Des métallurgistes sont venus, chalumeau sous le bras, pour souder portes et fenêtres (sauf une, bien sûr !) et des tours de garde sont organisés.

L'affaire est arrivée à Bordeaux où le bureau de l'Union départementale C.F.D.T. n'a pas encore pris position. Le conseil de l'U.D. devrait se réunir prochainement pour examiner ce problème que l'on voudrait technique et qui est en fait politique.

« A titre individuel », des responsables de la C.F.D.T. ont fait savoir que cette affaire « était manipulée par le P.C. »... Il est vrai que Bassens est une ancienne municipalité communiste, mais est-ce à dire qu'avec une majorité socialiste, la ville n'a pas besoin de Maison des Syndicats ? Ou que le syndicalisme ne peut être que communiste ? L'avenir nous dira si le P.S. persiste et si l'Union départementale C.F.D.T. défend les droits élémentaires du syndicalisme.

Gabriel Fonclar

« Le Progrès de Lyon »

Le monde de la presse quotidienne recommence à s'agiter en cette rentrée 1985. Diable ! 86 est bien proche et le papier imprimé tiendra son créneau dans l'agit-prop autour des législatives. *Le Matin* change de maquette, Robert Hersant lance de nouveaux suppléments au *Figaro* et la province suit cahin-caha.

7 ans en arrière...

Si à Paris les choses n'ont pas spectaculairement changé, la province semble être un marché en chute libre où Hersant gagne peu à peu du terrain. Pourtant il ne faudrait pas croire que le patronat de l'hexagone est plus bête que celui de la capitale !

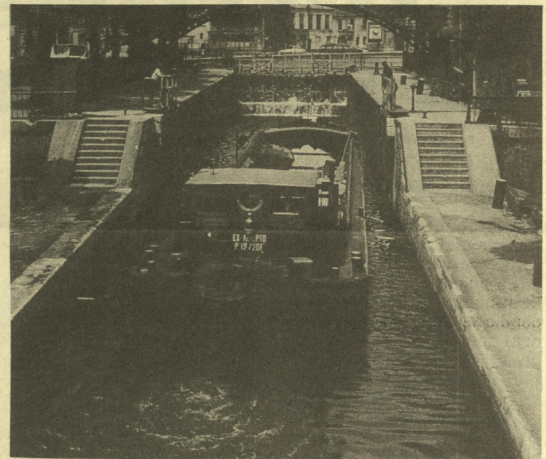
Au printemps 1978 le patronat du groupe *Progrès - Dauphiné libéré* avait voulu profiter à plein de l'évolution des techniques de l'imprimerie en confiant un travail technique à des personnels sous-payés, des clavistes qui remplaçaient les ouvriers du Livre. Divisant les ouvriers et faisant des économies, le patronat gagnait sur tous les tableaux. Mais les clavistes d'Agles avaient fait grève (1) et pour un moment le « complexe graphique » de la zone industrielle de Chassieu freinait sa vocation de mangeur d'hommes.

Puis Lignel est arrivé en lice, quand en mars 1979, au cours d'une vente aux enchères à la chandelle, il devint, pour 11 millions de centimes, l'unique propriétaire de la société éditrice du

Progrès de Lyon. Il y a bientôt deux ans, Lignel avait voulu racheter les *Nouvelles de Dijon* et s'était trouvé face aux ouvriers du Livre retrouvant là la pugnacité des rodéos du *Parisien libéré*. Aujourd'hui le propriétaire du *Progrès* est bien mal en point, financièrement parlant, les mauvaises langues affirmant qu'Hersant attend son heure.

Les chiffres...

Quand Jean-Charles Lignel prend la direction du *Progrès* à 36 ans, c'est un grand quotidien régional prospère qui est diffusé à 450 000 exemplaires. Aujourd'hui, c'est un journal en chute libre : on ne s'improvise pas pa-



d'administration de la SNCF permet au ministère des transports de calmer une opinion publique quelque peu inquiète. En effet, le monde des transports est en deuil. De catastrophes ferroviaires en drames aériens, la période des vacances a été

ponctuée par une série de très graves accidents. Erreur humaine, insuffisance technologique, la société presque post-industrielle dans laquelle nous vivons nous poussant jusqu'au paroxysme la logique du profit, ne prend que bien peu en compte le respect de l'intégrité des personnes.

A quelques exceptions près, les responsabilités de la classe dirigeante sont masquées, tronquées par les médias à la botte de ceux qui ont le pouvoir. Et alors qu'en haut lieu on « s'arrange » toujours entre gens de « qualité », il est bien des lampistes qui, courbant l'échine, devront très chèrement payer un moment de fatigue ou les insuffisances d'un système de sécurité. André Chadeau mis sur la touche, Philippe Essig, socialiste bon teint, ex-directeur de la RATP, le remplace. La belle affaire ! Tout juste une bonne aubaine pour Mitterand qui, profitant de la situation, place ses pions en attendant 86. Un événement bien à l'image des agissements de la classe politique.

Voilà qui, on s'en doute, apportera joie et réconfort aux familles des victimes qui auront le bon goût de considérer cela avec dignité et déférence !

Régis - Groupe 14^e



tron de presse. La plus grande baisse ayant lieu dans l'ancien fief du journal, Lyon, où de 110 000 lecteurs avant 1980, on passe à 40 000. N'y aurait-il en province comme à Paris de place que pour l'ogre Hersant ?

Profil d'un arriviste

Lignel, que la presse a quelquefois qualifié de « milliardaire de gauche » a-t-il tout fait pour s'assurer des appuis politiques ? Il semblerait que oui, mais dans le désordre... Il semble actuellement courtiser M. Raymond Barre, après avoir cotoyé les socialistes, puis le Parti radical valoisien.

S'attirer les foudres des ouvriers du Livre, Lignel en avait l'habi-

tude ; mais maintenant les journalistes s'en mêlent : « licencié du *Livre* », « cinq ans de Lignel, ça suffit ! ». Il faut dire que la paye du mois d'août a eu quelque retard...

Et si Lignel était représentatif de la frange de français que le P.S. veut séduire pour rester au pouvoir ? L'ogre Hersant ou la bourgeoisie libérale et rosâtre, triste choix...

Geronimo

(1) Pour l'union locale CGT de Bron-Chassieu-Satolas, les revendications des clavistes et employés sont justes et il est de l'intérêt des travailleurs du groupe de soutenir leur action, car celle-ci permettra de faire progresser l'établissement des classifications dans le cadre de la convention collective des ouvriers de la Presse » (Tract CGT du 20.05.78).

Viols, agressions

Un cri dans la nuit

Il y a bien longtemps qu'on ne les voyait plus descendre dans la rue, hormis à l'occasion du 8 mars, journée internationale des femmes. Mille cinq cents femmes sur le boulevard Magenta, c'est toujours pour rappeler, qu'aujourd'hui comme hier, elles en ont « ras le viol ».

Alors que toute contestation sociale semble avoir reflué depuis quelques années de l'avant-scène, les trois viols dénoncés publiquement depuis le mois de mai viennent nous rappeler que toute avancée n'est jamais définitive, que la préservation des droits acquis est une lutte quotidienne à mener en parallèle de celle visant à faire évoluer les mentalités.

La psycho-crise

Les femmes paient la crise, ce n'est pas nouveau et cela va croissant. Il n'y a qu'à jeter un œil sur les dernières statistiques de l'INSEE : les premiers dépouillements montrent que les jeunes femmes sont plus touchées par le chômage que les hommes du même âge (30,5 % pour les femmes de 15 à 24 ans ; 24,5 % pour les hommes). Parallèlement, la progression du travail à temps partiel est beaucoup plus forte chez les femmes. Le retour des femmes à la maison, le manque de crèches, le lancement d'une campagne pour inciter les femmes à faire des bébés « blancs » (avec de mauvais relents de « ne nous laissez pas envahir par les

bébés immigrés »), la réduction du nombre d'IVG pratiquées par les centres d'orthogénie (ne correspondant pas à une baisse des demandes d'avortements) et les cas de viol en entre-filets dans la presse sont significatifs des années 80.

Lorsque le terrain social est déserté, on assiste à une renaissance du sexisme, du



racisme et de toute cette gangrène qui fleurit si bien en période de crise. Cette situation s'associe malheureusement trop souvent à un climat de peur entraînant l'apathie des passants. Comment ne pas mettre en parallèle l'indifférence générale aux quelques luttes qui continuent encore de se mener et la non-intervention des passants face à des agressions racistes ou à des viols, et cela fait partie d'un même tout : le recul des mouvements sociaux, des organisations politiques et syndicales, le repli sur soi et l'individualisme croissant font

de nous des proies faciles face à la crise.

Ras le viol

Cette manifestation contre le viol, même si elle ne regroupait que 1 500 personnes, est un indicateur. Elle montre qu'aujourd'hui une réaction est encore capable de s'organiser. Elle remet à l'ordre du jour les luttes féministes de

ces dernières années dénonçant, dans le viol, l'agression faite à la femme dans un système patriarcal (1). Il faut reconnaître le viol dans toute son horreur avec toutes les humiliations et la domination sexuelle qu'il représente.

Il nous faut ramer à contre-courant pour imposer la reconnaissance de notre corps, lever le voile de la honte, rompre la loi du silence, étaler au grand jour les histoires de viols, de femmes battues, de mutilations sexuelles et autres : faire reconnaître une réalité pour pouvoir la dépasser. Pour un viol déclaré, combien restent dans l'ombre ? Ne plus accepter cette soumission, c'est refuser la culpabilité et dépasser le stade de la colère impuissante.

La peur

La peur, elle, est l'un des traumatismes causés par le viol. Les collectifs contre le viol créés par les femmes en avaient compris toute l'importance et assuraient souvent un soutien moral auprès des femmes qui s'adressaient à eux. Réagir collectivement a toujours été leur force. Ils ont

su faire jouer la solidarité entre femmes, comprenant qu'elles trouveraient là les armes pour une défense individuelle.

Les réactions à ce viol ont été très diverses comme, par exemple, cet article plein d'humour et d'ironie, rédigée par Jeanne Lacanne dans le *Canard enchaîné*. Proposant de passer à la contre-attaque, elle déroule sur un ton très sarcastique tout un catalogue des armes que les femmes peuvent utiliser afin de se défendre. Pour finir, elle conclut ainsi : « Le mieux serait de se payer le culot, mais nous n'avons pas encore trouvé de cours pour vaincre la sainte trouille, et de dire d'un air las aux autres tordus : "Enfin quelqu'un qui veut de moi ! Depuis que j'ai le SIDA, personne ne me touche plus..." Facile à dire ! Ce soir, pensez à nous : nous passe-

rons notre ceinture jaune avant d'aller au stand de tir ».

Incompréhension de toute part ! Non, nous n'avons pas trouvé de cours pour vaincre cette trouille : la peur noue le ventre de chaque femme et autorise ainsi tous les sévices corporels. L'inconnu vaut mieux que la trop grande expérience de la violence. Autant la femme que l'homme a intérêt à s'opposer à ce monde d'oppression et à se lancer vers l'avenir créateur de nouveaux liens sociaux et individuels libres de toute soumission à l'autre. Pour vaincre sa peur, il suffit de si peu : de la regarder, de l'accepter afin de mieux s'en débarrasser. Hurler, clamer, rugir sa terreur face à la violence sous toutes les latitudes, telle est notre seule chance de la dépasser.

Monique

1) Voir l'article sur le viol dans le n° 583 du Monde Libertaire « dossier femmes et violence ».

Dominique Seel

La lutte continue

Le jeudi 5 septembre, un médecin militaire a rendu visite à Dominique Seel, en prison et, après un bref examen, a affirmé que celui-ci était apte au service national. Il est bon de rappeler que Dominique, à la suite d'un grave accident de voiture, a eu une double fracture du bassin, l'ablation de la rate, un traumatisme crânien qui lui a valu trois jours de coma ! Le médecin militaire a considéré comme pas assez importantes les séquelles de cet accident et en conséquence n'a pas voulu entendre parler ni de réforme, ni de commission de réforme.

Si Dominique, qui doit sortir de prison probablement le 19 octobre grâce aux remises de peine et à la grâce présidentielle de deux mois accordée à l'occasion du 14 juillet, n'est pas réformé à cette date il sera attendu à sa sortie de prison par les autorités militaires. Alors, toute son action devra repartir de zéro. Véritable cercle vicieux !

Face à cela, le comité de soutien à Dominique Seel a proposé le texte suivant à recopier à la main et à envoyer le plus vite possible à monsieur le Commandant du bureau du service national, caserne Vaillant, 21023 Dijon cedex.

« Monsieur, je tiens à attirer votre attention sur la situation inquiétante de Dominique Seel, incarcéré à la maison d'arrêt de Dijon depuis le 28 février 1985, pour insoumission. D'après la loi, il risque de nouveau d'être incarcéré après sa sortie, s'il n'est pas réformé. Je vous demande donc d'examiner avec le plus grand soin son dossier en commission de réforme. Veuillez croire, monsieur, à l'assurance de ma haute considération. »

Il est bon que nous soyons le plus nombreux possible à écrire afin de faire pression sur les autorités militaires afin d'arracher Dominique à l'enfermement. En espérant des nouvelles plus optimistes, n'oublions pas de lui écrire à la maison d'arrêt de Dijon, 72 rue d'Auxonne, 21000 Dijon.

Gérard, Catherine, Patrick



Censure en prison

Nous publions cette semaine une lettre que Jimmy Gladiator, responsable de la revue littéraire *Camouflage* a adressé à Robert Badinter (1).

Rappelons que *Camouflage* a édité un numéro spécial consacré à l'affaire Knobelspiess et aux contradictions de la justice lorsqu'elle a décidé de charger absolument un individu... Peut-être faut-il voir là la raison de la censure dont est victime *Camouflage* aujourd'hui ?...

Le comité de rédaction

Monsieur le Ministre,

C'est avec la plus vive irritation que j'apprends que, pour la seconde fois en un mois, la revue littéraire *Camouflage* n'a pas été remise à l'un de ses destinataires, actuellement détenu en vos geôles républicaines. En effet, l'exemplaire expédié à Roger Knobelspiess (Fleury Mérogis) s'est vu saisir par son juge d'instruction ; et l'exemplaire envoyé à Fabien Duplaa, insoumis à l'armée, a étrangement « disparu » entres Houilles et Gradignan. On ne me la fait pas, qu'on ne me conte pas d'histoires, cet exemplaire a bel et bien été subtilisé par des individus sous vos ordres.

Je dis que ceci n'est pas tolérable, que ceci se nomme *censure* et renferme des embryons d'autodafé. Le seul précédent en ce qui concerne notre revue remonte à 1978, lorsque la police tchécoslovaque avait arbitrairement saisi les numéros destinés à mes amis pragois.

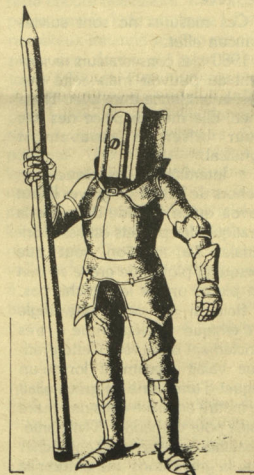
Camouflage n'ayant jamais fait l'objet d'une mesure d'interdiction administrative, vos sbires ont donc délibérément violé vos propres lois en matière de liberté de la presse et du droit des détenus à la correspondance, à la culture et à l'information.

En tant que directeur de publication, je vous informe donc que, puisque votre personnel me montre le mauvais exemple, je ne satisferai plus à l'obligation du dépôt légal et judiciaire pour la revue *Camouflage*, à l'exception des exemplaires pour la Bibliothèque nationale. Et ce, jusqu'à ce qu'excuses publiques et amende honorable soient effectuées par votre administration.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments censurés.

J. GLADIATOR

Camouflage, BP 34, 78800 HOUILLES.



La grève des mineurs britanniques a duré près d'un an. Pendant presque un an, plus de 100 000 travailleurs ont cessé le travail et ont mené contre le capital et l'Etat un combat dur, violent et sans pitié. L'échec de cette grève n'est pas seulement l'échec des mineurs, c'est aussi un constat d'échec pour la classe ouvrière européenne. Il est nécessaire que nous en tirions tous les leçons.

Il y a un point qu'il est important de souligner et sur lequel les médias ont fait le silence total, c'est que la grève des mineurs a été minutieusement préparée... par le gouvernement et le patronat. Mais pour comprendre cela un petit retour en arrière est nécessaire.

Une grève soigneusement préparée ?

En 1968 sous le gouvernement travailliste, le ministre du Travail Barbara Castle publie un document : *In place of strife* (à la place des luttes), qui est un projet de législation visant à inciter les syndicats... à se faire respecter de leur base. Il s'agit en effet développé de nombreuses grèves sauvages et il était nécessaire de remédier à cette situation : il fallait que la base obéisse de nouveau aux règles et à la discipline syndicale.

Le document propose d'instaurer un délai de 28 jours avant de déclencher une grève quelle qu'elle soit. Les syndicats s'y opposent, mais également les patrons car ils voyaient là une façon de les lier ou des procédures d'arbitrage.

En 1972 le gouvernement conservateur de M. Heath (1970-1974) fait voter une loi sur les relations sociales (*Industrial Relations Act*) qui vise à contrôler les grèves sauvages. Les syndicats sont rendus pécuniairement responsables des mouvements qu'ils n'ont pas réussi à empêcher ou qu'ils auraient couverts.

1974-1978 : les travaillistes tentent d'instaurer un pacte social avec les syndicats, notamment en ce qui concerne les salaires. La réponse des travailleurs à ce pacte social est une vague de grèves pendant l'hiver 1978-1979 qui conduit à un blocage des salaires. En outre, le gouvernement établit des sanctions pour les entreprises qui accordent des augmentations supérieures aux quotas fixés. Le gouvernement invite également les syndicats à codifier les piquets de grève.

Ces mesures ne sont suivies d'aucun effet.

1980 : les conservateurs reviennent au pouvoir mais cette fois c'est la tendance dure avec Thatcher. Elle met en place des lois pour briser le mouvement syndical.

• Interdiction des piquets en dehors de l'usine en grève. Il faut savoir qu'en Grande-Bretagne la pratique des piquets est assez originale. La tradition veut que lorsqu'un piquet de grève se met en place, on ne le franchit pas. C'était, si on veut, une règle « d'éthique prolétarienne » très strictement observée. Cette pratique valait également lorsqu'un piquet d'une usine en grève allait se mettre en place dans une autre usine pour demander la solidarité. Thatcher va essayer d'empêcher que la grève dans une entreprise

s'étende à tout le pays en faisant voter cette grève région par région.

• Thatcher établit de lourdes sanctions pécuniaires contre les syndicats. Par exemple, le syndicat de la presse s'est vu infliger une amende de 60 millions de francs.

• Une pratique judiciaire britannique appelée « *contempt of Court* » est strictement appliquée. Il s'agit du « mépris des décisions de justice ». Une personne qui est passée en justice n'a pas le droit de remettre en cause la décision prise à son encontre, elle n'a pas le droit d'émettre la moindre critique sinon elle se voit infliger une amende encore plus lourde, voire de la prison. On imagine sans peine que le « *contempt of Court* » peut recevoir quand c'est nécessaire, l'interprétation la plus sourcilieuse.

Cette pratique a été employée de la façon la plus impitoyable à l'encontre des mineurs en grève.

• Margaret Thatcher, enfin, a fait voter une loi instituant un préavis de quatre semaines pour déclencher une grève.

Le Plan charbon et le rapport Ridley

Pendant l'hiver de 1981, une première tentative avait été faite pour fermer des puits, à laquelle avaient répondu des grèves sauvages. Mais le gouvernement, alors n'était pas encore prêt. Il lui fallait encore tirer les leçons de la restructuration de la sidérurgie et de l'automobile.

Un comité spécial secret est mis en place qui doit étudier la période 1972-1974. Le gouvernement conservateur d'alors avait sauté à la suite d'une grève des mineurs et il fallait éviter que cela se renouvelle. Madame Thatcher ne voulait pas se retrouver au chômage.

Ce comité spécial avait, entre autres, pour but de proposer la mise en place de moyens pour contrer une éventuelle grève des mineurs. Son rapport est remis en 1982 et se résume en trois points :

• Il faut créer d'énormes stocks préventifs de charbon. Ainsi il y a eu dans le port de Rotterdam des stocks de charbon britanniques tels qu'il a été possible d'importer en Grande-Bretagne du charbon britannique, et les charbonnages britanniques ont même pu en exporter, c'est-à-dire honorer des marchés conclus avant la grève.

• Dans le cas des stocks existant en Grande-Bretagne même, il fallait éviter de les mettre à proximité des mines, mais à proximité des centrales thermiques directement.

• Convertir les centrales thermiques qui jusque-là ne fonctionnaient qu'au charbon, de façon à ce qu'elles puissent fonctionner alternativement au charbon et au fuel. De fait, le pétrole de la mer du Nord réduisit considérablement

les effets de la grève des mineurs.⁽¹⁾

Personne ne s'étonnera que les plus gros investissements dans ce domaine aient été faits dans le Nottinghamshire, district traditionnellement opposé aux luttes.

L'Ecosse et le Yorkshire en grève

Lorsque le gouvernement et le patronat se sentirent prêts, ils passèrent à l'offensive. En mars 1984 un plan de restructuration est proposé qui va déclencher la grève. Notons la date : à la fin de l'hiver, au moment où une grève serait la moins efficace ! On propose de réduire la production de 4 millions de tonnes et de fermer une vingtaine de puits dont cinq ou six immédiatement. Le NCB (National Coal Board) entame une stratégie de provocation : il annonce la fermeture de puits en Ecosse et dans le Yorkshire qui normalement auraient du fonctionner encore longtemps. Est-ce un hasard ? Ce sont des régions traditionnellement combatives !

A la mi-mars, 110 puits sur 170 sont arrêtés. Ceux qui continuent de fonctionner sont presque tous dans le Nottinghamshire (le « Notts »). Au début, le syndicat est peu actif, mais il est obligé de couvrir la grève. Les premiers piquets sont apparus dans le Yorkshire, sans décision syndicale.

Le NCB utilise alors les lois fraîchement votées contre les travailleurs, et particulièrement la loi anti-piquet. Puisque la grève n'a pas été votée nationalement mais région par région, la présence des piquets du Yorkshire dans le « Notts », par exemple, est déclarée illégale. Le syndicat des mineurs du Yorkshire est attaqué en justice et perd, mais maintient les piquets. Le N.C.B. tente alors d'obtenir le « *contempt of Court* » et de faire saisir les fonds du syndicat.

Les charbonnages veulent créer un fossé entre les grévistes et les non-grévistes en maintenant un secteur en activité. Ils tentent de faire pourrir la grève en garantissant

la protection de ceux qui continuent le travail. Avec le soutien du gouvernement, les charbonnages créent des comités de non-grévistes qui portent plainte contre les grévistes.

Le gouvernement a largement utilisé dans sa propagande le fait que cette grève n'était pas « démocratique » et que, n'ayant pas été votée nationalement, elle avait été imposée à la majorité par une minorité de mineurs. Les mineurs que j'ai interrogés sur cette question m'ont donné une réponse qui n'est pas entièrement satisfaisante si on s'en tient à des critères de démocratie formelle, mais qui n'en est pas moins extrêmement cohérente : Scargill venait d'être élu peu de temps auparavant et sa campagne a été intégralement fondée sur le mot d'ordre : non aux fermetures. La grève n'était donc que la mise en application du programme pour lequel Scargill avait été élu. Il n'y avait donc pas lieu de faire un vote national, puisqu'il avait déjà eu lieu... Il faut dire que le président du syndicat est élu directement par la base, comme d'ailleurs tous les membres de l'appareil syndical.

Le contexte social sous Thatcher

L'attitude du gouvernement en tant que telle, mais aussi de Margaret Thatcher en tant qu'individu, pourrait à première vue paraître irrationnelle. Mon opinion est que la grande bourgeoisie anglaise cherche à liquider l'organisation des mineurs, physiquement pourrait-on presque dire. Cette entreprise de liquidation est menée froidement, délibérément et en parfaite connaissance de cause.

Le processus normal d'une grève est constitué du déclenchement, d'un affrontement plus ou moins marqué, histoire de voir ce que chacun a dans ses tripes, et ensuite d'un compromis. Pour Thatcher il n'y a pas de compromis possible. Le prix que le pays doit payer pour cette grève d'un an est hors de proportion avec ses

enjeux si on en reste aux critères habituels de jugement. C'est pour quoi je pense que les enjeux réels de cet acharnement doivent être cherchés plus loin.

Jusqu'à une période relativement récente, on l'a vu, les centrales thermiques fonctionnaient au charbon exclusivement. Le pétrole de la mer du Nord, exporté, fournissait des devises. Tout le monde était content. A première vue il n'y avait pas de raison que cela change.

Le charbon en Grande-Bretagne n'est pas dans la même situation que dans les autres pays européens. Les réserves sont très importantes, et en général il est facile à exploiter. Soixante-dix mines sont à ciel ouvert et l'exploitation se fait par des engins mécaniques ultra modernes. Il y a dans les mines un système d'ordinateurs qui contrôle l'exploitation des filons minute par minute.

Le charbon en Grande-Bretagne n'est donc pas une source d'énergie dépassée : le combat des mineurs n'est pas non plus un combat d'arrière-garde.

L'enjeu

Il est impossible de comprendre les enjeux réels de cette grève si on ne les situe pas dans le contexte général du capitalisme britannique d'aujourd'hui et en particulier la place de la Grande-Bretagne dans le jeu impérialiste international.

On connaît le déclin dramatique que subit l'industrie dans ce pays. La désindustrialisation s'est développée à un rythme accéléré. Or, les firmes et les banques multinationales anglaises malgré la crise intérieure, maintiennent ce pays au rang de deuxième rang des puissances impérialistes. Parallèlement, c'est un des pays industrialisés qui reçoit le plus de capitaux étrangers. Il y a là un paradoxe qui n'est qu'apparent.

Margaret Thatcher est arrivée au pouvoir avec un certain nombre de mots d'ordre simples et percutants : trop de syndicats, trop de nationalisations, « retrouvez vos manches ». Ses principes d'action peuvent se résumer à ceci : pas de détail !

Elle a mis en place une austerité économique jamais vue. De 1979 à 1983, le nombre officiel de chômeurs est passé de 1,2 à 3,2 millions. Le pouvoir d'achat de l'OS chômeur et père de famille a chuté de 21,3 % ; à l'inverse le pouvoir d'achat du jeune fonctionnaire, du cadre supérieur et de l'administrateur de société s'est accru respectivement de 4,5 %, 9,5 %, et 24,5 % !

Du coup, le gouvernement a décidé de suspendre la publication des statistiques annuelles du nombre de familles vivant au-dessous du seuil de pauvreté...

Des lois rendent les syndicats financièrement responsables de certaines de leurs actions et restreignent leurs droits en matière de piquets de grève. Le système du « *closed shop* » a été limité. Il s'agit d'une tradition typiquement britannique qui consiste à syndiquer automatiquement le salarié



Des mineurs britanniques

quand il se fait embaucher. Ces mesures sont évidemment accompagnées d'arguments économiques et moraux destinés à les justifier.

La politique économique de Thatcher

La simplicité, voire le simplisme de ces arguments sont étrangement proches de ceux de Reagan : l'inflation et l'endettement sont des péchés ; l'Etat ne doit pas intervenir dans le domaine économique, et en tout cas pas dans le domaine social (ce beau principe libéral ne s'applique pas quand il s'agit de soutenir militairement les Charbonnages britanniques quand ceux-ci doivent faire face à une grève).

Si les ouvriers sont au chômage, qu'ils s'en prennent aux syndicats et aux grèves. La notion de solidarité sociale avec les défavorisés doit être combattue. Il faut sanctionner les ratés et encourager les plus entreprenants. Il faut culpabiliser les assistés et les déshérités qui « parasitent » le budget de l'Etat.

En 1979, 5,7 % de la population active est au chômage. En 1983 il y en a 14 %. Aujourd'hui il y a plus de quatre millions de chômeurs. Pendant cette même période, les prix ont augmenté de 51,8 % ; la livre sterling est passée de 2,06 dollars à 1,57.

L'un des objectifs de Thatcher est d'abandonner l'industrie lourde à forte composition organique de capital au profit des industries de pointe. C'est d'ailleurs une politique qui caractérise l'ensemble des pays industriels, notre France socialiste comprise. Simplement, Thatcher ne prend pas de pincettes.

Cela explique ainsi l'attitude du Premier ministre britannique par

rapport à l'Europe. Ce qu'elle veut pour la Grande-Bretagne, elle le veut aussi pour le Marché commun. Elle considère que son pays paye trop à la C.E.E., que l'Europe dépense trop dans des secteurs dépassés : l'acier et l'agriculture. Elle veut que l'Europe cesse de subventionner ces secteurs au profit des industries de pointe où les capitaux britanniques aspirent à s'investir.

Les financiers et les industriels se retranchent derrière l'attitude des syndicats qui, disent-ils, freinent la productivité, pour ne pas investir sur place. Mais la tendance à dégager des taux de profit supérieurs en investissant à l'étranger est un fait généralisé et pas seulement en Grande-Bretagne. Ce n'est peut-être pas le lieu de développer cette question dans un article sur la grève des mineurs, mais je dirai en passant que ce phénomène est valable aussi pour les grandes firmes industrielles françaises, dont les statistiques montrent que la rentabilité du capital investi à l'étranger est supérieure de plusieurs points aux capitaux investis en France.

Pour revenir à la Grande-Bretagne, un journaliste a posé la question suivante à l'une des têtes pensantes du parti conservateur : est-il normal de sacrifier la création d'emplois en Grande-Bretagne au rendement accru du capital par des investissements à l'étranger ? La réponse fut : « Les directions des entreprises ont une seule responsabilité à l'égard de leurs actionnaires, celle de dégager des dividendes ». Il est tout de même rassurant de voir des politiciens qui répondent réellement aux questions qu'on leur pose... L'équivalent français de ce monsieur aurait probablement dit : les investissements à l'étranger permettent de rapatrier des bénéfices qui contri-

buent à équilibrer la balance des paiements de la France. Cet argument satisfera peut-être la fibre patriotique du rentier, mais fait une belle jambe au chômeur qui arrive en fin de droits.

De fait, si la Grande-Bretagne cesse d'être une nation industrialisée c'est pour développer d'autres atouts — du point de vue du capital, bien sûr ! Elle est en passe de devenir une nation prestataire de services. Pour cela il faut lever les obstacles qui s'opposent au développement à l'étranger des services financiers de la City, des transports maritimes, des assurances, des compagnies de réassurance (qui assurent les compagnies d'assurances), des télécommunications, des programmes de télé, du tourisme, de la construction, des cabinets de consultants. En somme laissez tomber la production pour les services.

Ce développement est peut-être fastidieux, il peut sembler hors sujet dans un article sur la grève des mineurs anglais. Je veux seulement montrer que lorsque Margaret Thatcher essaie de renégocier la place du capitalisme anglais dans la division du travail au niveau européen lors du sommet de Bruxelles, ou lorsqu'elle tente de liquider le dernier bastion de résistance ouvrière organisée de masse dans son pays, c'est de la même politique qu'il s'agit. Et peut-être bien est-ce la politique que les autres gouvernements européens voudraient mener ou qu'ils mènent, sous d'autres formes.

Restructurations et licenciements

Par sa politique économique, Thatcher a facilité au maximum l'évasion des capitaux britanniques en permettant la liberté totale de

circulation de ceux-ci, aggravant considérablement, sinon suscitant, l'effondrement du secteur industriel.

S'il est vrai que les mécanismes économiques du capitalisme imposent un certain nombre d'impératifs, on peut dire que le gouvernement Thatcher a largement utilisé la situation pour tenter de briser le mouvement ouvrier anglais.

Il y a eu de grandes grèves dans un certain nombre de secteurs clés : la sidérurgie, l'automobile, les chantiers navals, qui ont abouti à des coupes claires et au licenciement de la moitié des travailleurs de ces secteurs.

Parallèlement, les capitaux étrangers ont commencé à pénétrer ces mêmes secteurs. Ainsi la firme automobile British Leyland, très diminuée, est dominée par des capitaux américains. L'électronique est dominée par les capitaux japonais. Par la même occasion, les nouveaux investisseurs ont imposé leurs conditions : en particulier la collaboration patron-syndicat. Les syndicats imposent aux nouveaux embauchés des règles et des conditions de travail définies par la direction. Les contrats de travail interdisent la grève, et les syndicats s'engagent à ne pas la déclencher.

La grève des mineurs a été précédée par des années de luttes dans les secteurs importants de l'économie, qui n'ont pourtant pas pu empêcher leur restructuration. Il y avait une tension sociale diffuse, étouffée, une violence latente qui couvait et qui sporadiquement éclatait, comme les émeutes de Brixton été 1981. Des mineurs m'ont dit que les méthodes policières utilisées lors de ces émeutes avaient servi de test pour la répression des actions lors de leur grève, mais qu'en même temps cela leur avait permis de mieux comprendre les problèmes de ces couches de travailleurs immigrés et de se rapprocher d'eux.

De même l'utilisation par la police (ou par les militaires déguisés en policiers) de méthodes inspirées de celles employées en Irlande ont considérablement contribué à rapprocher les mineurs de ceux qui, en Irlande du Nord, se battent contre le gouvernement britannique.

La solidarité

A l'origine, le syndicat des mineurs avait eu l'idée d'établir des piquets dans les secteurs consommateurs de charbon, et d'empêcher le transport de celui-ci. Il avait sous-estimé un certain nombre de facteurs : d'une part, l'existence d'énormes stocks, à l'intérieur même des centrales ; d'autre part, les centrales thermiques reconverties au fuel étaient directement reliées aux raffineries.

S'est alors posé le problème d'obtenir la solidarité des travailleurs des industries directement liées au mouvement : les chemins de fer, les dockers, les camionneurs ; et des industries utilisatrices : centrales thermiques, aciéries, chimie, cimenteries. Les syndicats de ces branches ont donné de molles consignes de solidarité, en sachant très bien qu'elles ne seraient pas suivies.

Dans les aciéries et les centrales thermiques, les syndicats et les travailleurs ont constamment refusé de se solidariser avec les mineurs. Quant aux travailleurs des autres secteurs productifs, ils avaient eux-mêmes déjà été bat-

tus sur le terrain où luttait les mineurs, sans rencontrer de solidarité.

D'un point de vue organique les mineurs se sont donc retrouvés très rapidement isolés dans le mouvement syndical britannique. Les directions syndicales les ont littéralement abandonnés. Des conversations que j'ai pu avoir, j'ai été frappé par l'extrême dureté avec laquelle les mineurs jugent l'ensemble du mouvement syndical britannique. « Un penny par syndiqué et par semaine et on mettrait Thatcher à genoux », ai-je entendu. La plupart sont complètement écoeurés.

Les mineurs en sont donc arrivés à se débrouiller eux-mêmes pour trouver des fonds de soutien. La récolte se fait puits par puits. Il n'y a pas de « péréquation » au niveau national. C'est en somme les plus démerdards qui se débrouillent le mieux. Même en ce qui concerne les délégations à l'étranger et la récolte des fonds, cela se fait au niveau du puits qui envoie des gens.

Il s'est aussi instauré le système du parrainage. De nombreux comités se sont constitués dans tout le pays sans aucun contrôle syndical : associations locales, syndicats locaux, communes, paroisses. Chaque groupe en est arrivé à prendre directement contact avec un puits et à limiter son soutien à ce puits. L'efficacité du soutien dont bénéficiait chaque puits dépendait donc de la « rentabilité » du ou des collectifs qui le soutenaient. La collecte des fonds marchait d'ailleurs assez bien, mais l'avis général des mineurs était que de nombreuses personnes donnaient par mauvaise conscience pour se dédouaner de n'avoir pas manifesté leur soutien dans l'action.

La contrepartie de ce système de parrainage est que des liens extrêmement forts se sont établis entre la population et les mineurs en dehors de tout contrôle d'appareil, ce que certains appareils voyaient d'un assez mauvais œil.

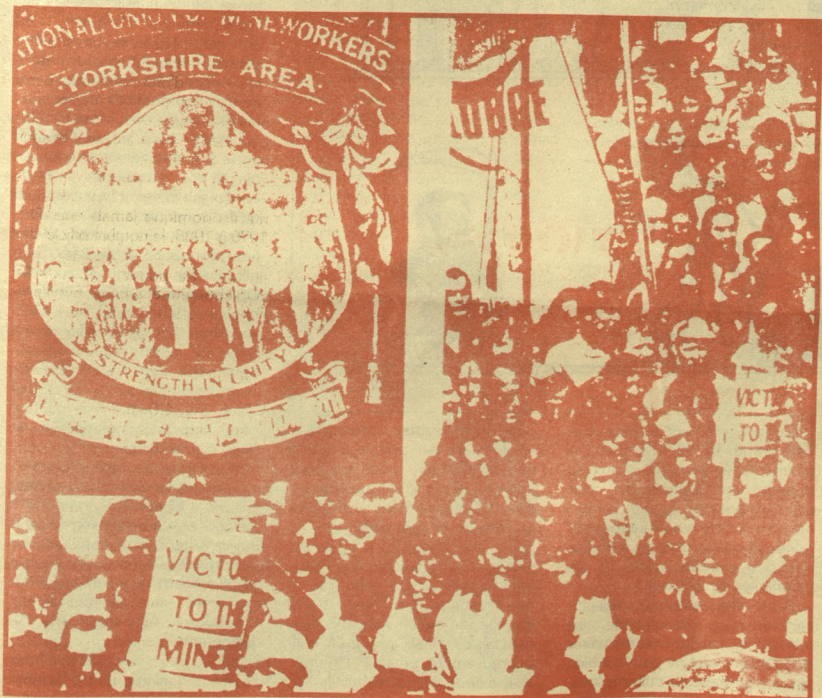
Le même phénomène s'est passé au niveau de la solidarité internationale. Il semble établi que les mineurs tiennent maintenant à conserver les relations qu'ils avaient établies pendant la grève avec les travailleurs européens. Il y a là, me semble-t-il quelque chose à creuser.

Conclusion

Même si la grève est terminée, la solidarité matérielle est morale reste encore nécessaire. D'abord, parce que la lutte continue ! De nombreux mineurs sont en prison pour une durée qui peut aller jusqu'à 10 ans. Des mouvements de grève éclatent encore çà et là pour protester contre les conditions de travail et l'arbitraire du patronat. Une répression impitoyable, policière mais aussi administrative, s'est abattue sur les mineurs. Les conditions matérielles de vie des familles sont extrêmement dures. C'est pourquoi les travailleurs français doivent continuer à soutenir les mineurs britanniques.

René Berthier

(1) On peut signaler aussi qu'avant la grève se sont constituées des flottes de camions appartenant à de petites sociétés privées, pour transporter le charbon, employant des camionneurs non syndiqués.



Turquie 1980-1985 5 ans de répression

Le 12 septembre 1980, face à l'agitation sociale, à la situation explosive, qui embrasait le pays, l'armée s'empara du pouvoir afin de rétablir l'ordre par la force. Dans les mois qui suivirent une main de fer s'abattit sur le pays.

Une économie au bord du gouffre :

Bien que la politique du Premier ministre Turgut Ozal était basée sur l'accroissement des investissements étrangers en Turquie, les exportations, pour les premiers mois de 1985 ont baissé de près de 5 %. La dette extérieure s'élève à plus de 20 milliards de dollars actuellement. La livre turque est vingt fois moins chère qu'il y a 7 ans alors que les exportations n'ont que triplé. Les prix, quant à eux, ont augmenté de 43 % en un an. Comme on le voit la politique ultra-libérale porte ses fruits. La monopolisation de l'activité économique

s'accroît tandis que les profits s'accroissent. Suivant scrupuleusement les consignes du F.M.I. (Fond monétaire international), la Turquie serait le pays « qui mérite le plus d'investissements parmi les pays en voie de développement », d'après une commission américaine venue enquêter en novembre 1984.

Alors qu'il y a encore quelques années, le pays avait la capacité de s'auto-alimenter avec sa propre production agricole, la politique gouvernementale a forcé les producteurs à réduire leur production pour en acheter sur le marché américain. La situation économique et sociale est catastrophique pour le peuple turc, qui subit en même temps que la crise, la répression policière.

Une démocratie musclée

Les élections de novembre 1983 ont inauguré le passage à un gouvernement civil,

sous surveillance militaire. Seulement trois partis autorisés se présentèrent afin de recueillir les suffrages de la population. La répression sur le terrain est toujours aussi féroce : les condamnations à mort pour motif politique se poursuivent, la torture dans les prisons est systématique, les mouvements sociaux durement réprimés. C'est dans ces conditions que la Turquie a réintégré le Conseil de l'Europe en 1984.

Afin de progresser dans la voie de la « démocratisation », le gouvernement, sous la pression des militaires, met en place toute une série de lois. Ainsi, le 16 juin dernier, l'Assemblée nationale a voté un texte concernant « les repentis et délateurs ». Cette loi assure le pardon aux indicateurs de groupes terroristes. Ainsi, tout prisonnier qui aura fourni des renseignements à la police, afin de découvrir les auteurs de menées subversives ou de prévenir des complots bénéficieront de remises de peine.

Ces indicateurs jouiront de la protection de l'Etat et recevront une nouvelle identité. Ceux qui quitteront leur organisation clandestine se verront également déchargés de toute poursuite s'ils fournissent des informations susceptibles d'empêcher des actes terroristes. Cette série de lois autorise également la garde à vue des suspects durant 15 jours, et en cas de situation exceptionnelle, pendant 1 mois.

Peu à peu, depuis 5 ans, la Turquie change de visage. Mais ne nous y trompons pas, tout le mouvement ouvrier et populaire, le séparatisme kurde ont été décapités, au prix de milliers de morts et de dizaines de milliers d'arrestations. Cette démocratisation se paie au prix du sang du peuple. Il faut à tout prix dénoncer cette démocratie fantôme.

Jean-Claude
Groupe Kropotkine

Restructurations, ici mal-développement, là-bas !

On a tendance à dire que le tiers-mondisme est passé de mode. Qu'il ne fait plus recette. Que, de toute façon, les problèmes liés à la crise que nous affrontons dans nos pays dits développés passent au premier plan.

Mais voilà, parler de priorité en ce qui concerne la lutte contre les effets de notre système de libre échange — ici, plutôt que là-bas — est quelque chose de tout à fait impertinent.

La faim et le sous-développement — notion qui reste à définir — ont été largement utilisés pour faire pleurer dans les chaumières, donner bonne conscience à notre bourgeoisie, par le biais de la charité, et nous faire croire que nous sommes en quelque sorte des privilégiés, par un discours enfouissant à des kilomètres sous terre la notion de lutte des classes. Mais ils apparaissent aussi comme révélateur des vicissitudes d'un système mondial adopté à l'Est comme à l'Ouest sous des formes et des dénominations différents.

Ainsi, si nous occidentaux avons été de tout temps exploités, par les minorités dominantes des Etats-Nations et plus récemment des multinationales — les uns n'excluant pas les autres, bien au contraire — les populations des pays « sous-développés » — ou « en voie de développement » — l'ont été aussi, d'abord, par leurs propres classes dirigeantes locales sur lesquelles sont venues se greffer les entreprises transnationales de nos Etats plus évolués techniquement. En clair, nous sommes tous embarqués sur cette même triste galère qu'est cette civilisation capitaliste en train de sombrer.

Dans cette tourmente, chaque Etat essaie bien sûr de limiter les dégâts, à l'intérieur de ses propres frontières, pour mieux affronter la concurrence dans un contexte économique international qu'il ne peut nier. Son recours à la modernisation n'est qu'une façon d'exporter les conséquences de la crise dans les pays voisins. Il s'agit bien sûr, pour les gouvernements — de droite ou de gauche — qui ne se posent qu'en gestionnaires

de l'économie libérale d'endormir leur électoralat et de leur faire admettre que austérité et licenciements ne sont que nécessaires et passagers, en attendant des lendemains plus roses — comme une certaine vague.

Pendant ce temps, la classe des possédants est loin de se porter mal. Elle continue toujours à exploiter le potentiel économique des pays du tiers monde grâce à la complicité des « élites locales » à la tête de ces Etats ou cautionnées par eux.

Le but du jeu est d'écouler les excédents alimentaires — du lait ou du blé, par exemple — dans les pays souffrant de malnutrition sous forme d'aide alimentaire. Les Etats qui en sont bénéficiaires revendent le produit de cette aide sur leur marché intérieur à bas prix. Les premiers servis se trouvent être souvent les couches urbaines favorisées, les fonctionnaires, les universitaires, les militaires et les policiers, en fait les classes supporteurs des pouvoirs en place.

Celles-ci délaissées au profit de cultures de rapport destinées à l'exportation. Les devises que ces dernières rapportent ne suffisent alors plus pour importer les denrées alimentaires *made in* Occident. Mais la bourgeoisie, l'administration et les grands propriétaires fonciers s'y retrouvent.

Ces pays constituent ainsi un réservoir immense d'une main d'œuvre taillable et corvéable à merci mais qui peut devenir moins utile pour les capitalistes quand la robotisation permet des rapports

Ainsi l'ère post-industrielle tant promise ne se révèle qu'une vaste fumisterie, puisque dans le cadre économique et social dans lequel nous vivons, la mise en œuvre des nouvelles technologies ne peut qu'amplifier tous ces phénomènes et en particulier le chômage développé par la restructuration de pans entiers de l'industrie.

Pourtant les partis politiques ainsi que les syndicats — ou plutôt leurs directions confédérales — se refusent à considérer les problèmes fondamentaux et d'envisager une reconstruction sociale et économique à la base non pour le profit de quelques uns mais les besoins réels de tous.

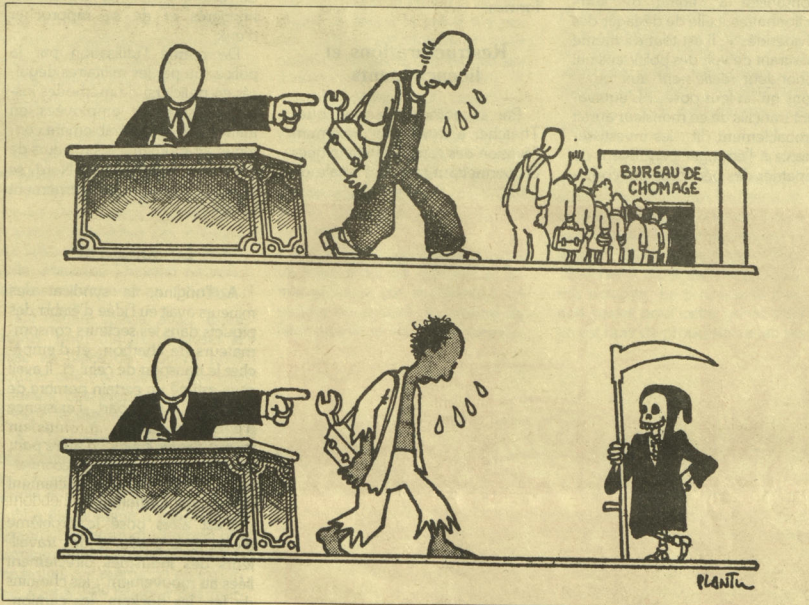
De plus, si la décomposition du système est bien réelle, il ne faut pas s'en réjouir trop vite, car cela peut très bien nous conduire à des régimes d'autant plus fascistes que les classes ayant des intérêts à préserver seront minoritaires.

En tant que libertaires nous nous efforçons de dénoncer cette montée de l'extrême droite et de la combattre en contre-attaquant avec nos propositions autogestionnaires. Pour nous il s'avère plus qu'urgent que le syndicalisme cesse sa participation à ce désastre par son réformisme honteux, et rejoigne la voie révolutionnaire qu'il n'aurait jamais dû quitter.

Les mouvements alternatifs — tiers-mondistes, écologistes, coopérativistes — peuvent avoir un rôle important à jouer s'ils prennent conscience que leurs actions spécifiques ne peuvent avoir un sens que dans une globalité révolutionnaire. Seules les idées libertaires portent en elles la possibilité de fédérer ces alternatives qui font partie intégrante du projet de société anarchiste.

Restructurations ici, mal-développement là-bas — et chômeurs — de tous les pays doivent cesser de subir cette plaie qu'est le capitalisme. Le but à atteindre est commun et vital pour tous : une société libertaire à l'échelle internationale seule alternative aux nouveaux fascismes qui se préparent.

Pierre-Yves
Groupe Pierre-Bernard



En effet, l'activité économique et l'infrastructure de ces pays sont développés le plus souvent pour le profit de cette minorité et non pour satisfaire les besoins des populations concernées. Mêmes les actions engagées, sous couvert de développement, par les « élites dirigeantes » des pays fortement industrialisés ne se révèlent qu'une façon insidieuse d'accroître l'intégration économique de ces populations et en définitive d'aggraver leur sort.

Ce sont rarement les plus pauvres qui en bénéficient. Bien au contraire, les paysans locaux se trouvent concurrencés par cette aide alimentaire et un certain nombre d'entre eux se retrouvent ruinés et vont grossir les périphéries des grandes villes. Et les bidonvilles de pousser !

Autre effet pernicieux mais efficace de cette aide officielle : on introduit les habitudes alimentaires occidentales que ne peuvent bien sûr pas satisfaire les cultures locales

plus intéressantes. Phénomène valable aussi bien pour les pays du tiers-monde que pour un pays comme la France par exemple — sauf qu'à ce moment-là on parle de travailleurs immigrés.

A tout cela il faut rajouter l'inflation, la montée du chômage, la progression de la pauvreté et des emplois rémunérés dans nos pays qualifiés d'évolués — et là j'ai malheureusement presque l'impression d'énoncer des banalités.

Les syndicats d'Afrique du Sud survol (suite)

L'Afrique du Sud a une longue histoire concernant les luttes des travailleurs dans lesquelles les syndicats actifs (généralement organisés selon des principes raciaux, mais agissant souvent sans discernement) ont joué un rôle prééminent. Dans les années 50, cependant, avec le durcissement du système d'apartheid, les travailleurs noirs ont été privés du droit à s'organiser, et leurs syndicats furent écrasés. Une éruption de militantisme syndical et de grèves sauvages dans les toutes premières années 70 vit l'émergence de plusieurs organisations syndicales, principalement noires qui devinrent rapidement une épine dans le flanc du régime d'apartheid. En 1981, la législation du travail fut modifiée afin de légaliser — et contraindre — les syndicats noirs.

Il est demandé aux organisations syndicales de procéder à l'enregistrement légal et de collaborer aux Conseils industriels (structures paritaires de négociations contractuelles). Ce système de tribunaux du travail — établis dans la fin des années 70 pour régler les conflits du travail — ne peut être qu'utilisé par les syndicats légalisés bien que nombre d'entre eux aient refusé de le faire et que le gouvernement ait refusé d'en reconnaître d'autres. La loi demande des mois de négociations et un préavis de 30 jours en cas de grève. Beaucoup d'organisations syndicales qui ont essayé de se conformer à cette législation se demandent maintenant si elle a un quelconque intérêt, étant donné que la police ne cherche pas à savoir si une grève est légale ou non en matraquant les piquets de grève.

Syndicats anti-apartheid

La SAAWU (South African Allied Workers Union) ne s'est jamais fait enregistrer, arguant du fait qu'au lieu de compter sur le gouvernement et les tribunaux, les travailleurs avaient davantage besoin de développer et exercer leur pouvoir à la base : « nous ne reconnaissons pas le gouvernement », dit un délégué de la SAAWU : « et nous nous passons de leur reconnaissance. Ils veulent nous enregistrer et que nous participions aux Conseils industriels pour mieux nous contrôler, mais, sur ceci, les travailleurs ne seront jamais d'accord ».



La SAAWU est la plus importante des organisations syndicales non légalisées, mais cette position est partagée par plusieurs autres. Une alliance, nouvellement formée de neuf syndicats se réclamant de la conscience noire, se refuse également à l'enregistrement. Comme la SAAWU, la majorité de ces syndicats sont fédérés au Front démocratique uni (United Democratic Front / UDF), une coalition multiraciale anti-apartheid. Ces syndicats n'organisent que des travailleurs noirs.

Quatre autres fédérations syndicales existent. La SAFOL (the South African Federation of Labor) n'admet que des travailleurs blancs, et se positionne essentiellement comme défenseur du régime d'apartheid.

Le TUCSA (the Trade Union Council of South Africa) était à l'origine un syndicat de Blancs. Le TUCSA renforça ses rangs de milliers de travailleurs noirs en élargissant le champ des accords d'entreprises quand la législation du travail fut modifiée pour permettre aux Noirs de se syndiquer.

En revanche, les 2 fédérations dont il nous reste à parler — qui prévoient d'unir leurs forces — sont toutes deux favorables au « multiracialisme » et au contrôle par les travailleurs de leur organisation.

Le CUSA et la FOSATU

Le CUSA (Council of Unions of South Africa), formé en 1980, est affilié à l'ICFTU et se compose de 12 syndicats de branche avec quelques 125 000 adhérents-cotisants. La NUM (National Union of Mine Workers), qui mena récemment des grèves dans les mines d'or, est le syndicat affilié le plus célèbre et menaça de quitter le CUSA en octobre dernier quand la majorité de celui-ci contraria les efforts de négociations en vue d'une unité avec la FOSATU. La NUM s'est également opposée à son affiliation à l'ICFTU ce qui, selon elle, équivaldrait à une concession idéologique.

En plus des mineurs, le CUSA se compose de secteurs de l'alimentation, la chimie, le bâtiment et des travailleurs municipaux. La plupart de ses affiliés sont légalisés et quelques uns d'entre eux participent aux Conseils industriels.

Le CUSA est une fédération fantôme, car il y a peu de coopération entre ses membres. Elle fut formée par des syndicats qui n'ont pas voulu rejoindre la FOSATU, du fait des blancs qui entrent dans sa composition et qui, dès le début, n'admettaient que les Noirs, les « Colorés » et les Indiens (bien que seulement 5 % des adhérents ne soient pas des Noirs). La FOSATU est une fédération de 8 syndicats de branches soudés, organisée selon des principes multiraciaux, un nombre d'adhérents-cotisants de quelques 120 000 travailleurs. La FOSATU se dépêcha de procéder à sa reconnaissance officielle et de participer aux Conseils industriels, et a refusé de s'allier à une quelconque organisation politique.

Le renouveau du mouvement syndical

La FOSATU, le CUSA, la GWU (General Workers Union), le CCAWU (Commercial Catering and Allied Workers Union) et l'association des travailleurs municipaux de la ville du Cap arrivent aux derniers rounds unitaires de consultations visant à mettre sur pied une nouvelle fédération rassemblant environ 300 000 travailleurs.

Les syndicats se sont mis d'accord sur une constitution, et

prévoient de lancer la fédération à un congrès en octobre 1985. La nouvelle fédération est fondée sur les règles du « non-racialisme », le contrôle de la base sur les syndicats (les permanents ne seront plus qu'un quart des structures décisionnelles) et la non-affiliation aux partis politiques.

Il n'est pas évident que les syndicats représentant les travailleurs dans la même branche fusionnent ou quel degré d'unité prévaudra au sein de la nouvelle fédération. A la différence des organisations syndicales établies, capables de tirer parti de leur situation privilégiée dans le système d'apartheid, les organisations nées ont été obligées de compter tout d'abord sur l'action directe et la solidarité pour obtenir gain de

cause. Ces syndicats qui collaborent avec le système gouvernemental des relations du travail ont découvert qu'une telle participation offrait une protection minimale contre la répression d'Etat, et quelques bénéfices pour leurs adhérents.

Seulement environ 20 % des travailleurs sud-africains sont organisés, mais ce pourcentage s'est élevé rapidement au fur et à mesure que les syndicats gagnent de nouvelles batailles au travers de l'action directe sur le lieu de travail, des grèves et des boycotts. Le boycott a été une arme particulièrement efficace, du fait que le gouvernement ne peut rien faire (ou si peu) pour le contrecarrer.

D'après *Industrial Worker*



Correspondance d'au-delà de la grande muraille

Les exécutions

Je suis étonné que ce problème n'ait pas soulevé une vague d'indignation. La Chine n'a pas vu son image ternie par ces procès sans légalité, ces exécutions sommaires pour des délits mineurs.

J'ai lu les affiches, j'ai vu les photos des condamnés le pistolet sur la tempe...

Là où j'étais une affiche toutes les semaines pendant plusieurs mois : 20 noms, 10 noms, 3 noms, 15 noms, etc... Age : de 18 à 30 ans. Délits : bris de vitre et bagarre sur la voie publique en état d'ivresse ; pornographie (délit mal précisé) ; vol, etc...

WANG-NU-JEN
(pseudonyme)

entre les lignes

Les nouvelles sont rares concernant le mouvement anarchiste chinois. Le contrôle total de l'information exercé par les autorités oblige quelquefois à interpréter la presse officielle pour déceler des indices sur la réalité politique.

Nous extrayons ainsi quelques fragments parus dans *Beijing information*, un hebdomadaire publié en plusieurs langues, dont le français, destiné à répandre la position du parti parmi les étrangers résidant en Chine. Ils sont très instructifs sur les raisons avancées pour relancer la « consolidation idéologique ». « Certains militants, imbus d'idées « de gauche » ou de droite ne comprennent pas ou mal les principes et les mesures politiques du Parti ; et même un petit nombre de membres prennent une attitude passive dans leur application. Certains autres ont des idées erronées et sont enclins au libéralisme, à l'individualisme et à l'anarchisme ». (n° 41 du 10 octobre 1983).

Ainsi une lecture au deuxième degré nous apprend que la ligne du parti a du mal à passer auprès de la base et que certains membres défendent des thèses étrangères au marxisme-léninisme. « Pendant que nous éliminons les restes d'influences féodales dans les domaines idéologique et politique, nous ne devons bien sûr pas négliger ou relâcher la critique des idéologies bourgeoises et petit-bourgeoises, de l'ultra-individualisme et de l'anarchisme ». (n° 42 du 17 octobre 1983). Traduisez : s'il paraît important de continuer la critique de l'idéologie anarchiste, c'est parce qu'elle existe.

Lutte contre la pollution idéologique

Cette campagne devait être une concession à la vieille garde plus « politique ». Elle a été très mal prise par l'ensemble des intellectuels. Elle a donné lieu à des séances de critiques contre des livres, des revues, des articles, mais aussi contre le comportement des individus (voir encadré).

De même les rapports avec les étrangers ont été étroitement surveillés : une manière de dire aux intellectuels, mais aussi aux cadres qui sont de plus en plus en contact avec des étrangers : « Attention, la Chine s'ouvre, mais nous vous gardons à l'œil ».

Rudolf Rocker

A Los Angeles, le 10 décembre 1939, au Chapman Park Hotel, une réception fut donnée en l'honneur de Bertrand Russell (« le plus grand philosophe actuel ») et Rudolf Rocker (« un des plus importants libertaires du monde »). C'était là l'écrivain de *Nationalisme et culture* par la voix et par l'écrit. Nous voulons un propagandiste infatigable par la voix et par l'écrit. Nous voulons ici présenter aux lecteurs du *Monde libertaire* une page dédiée à Rudolf Rocker, anarchiste allemand, qui pouvait rivaliser avec les grands esprits de son temps en haranguant les participants d'une assemblée (cf « Berlin 1919 »), en appelant à la grève les travailleurs de Londres.

Il y a quelques années, le lecteur français ne savait que peu de choses sur l'œuvre de Rudolf Rocker. Depuis, des efforts militants, principalement, ont comblé cette lacune. Mais il reste encore du travail... T.P.

Souvenir de Rocker

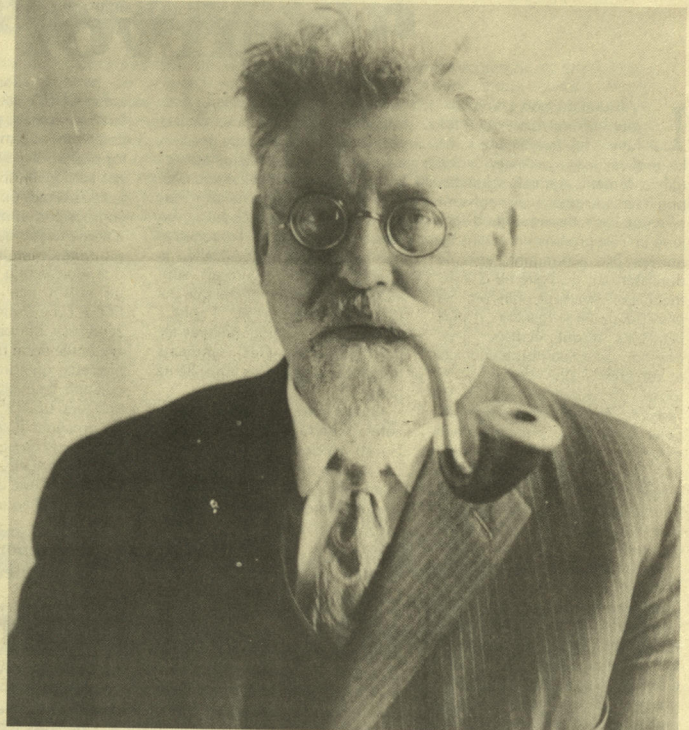
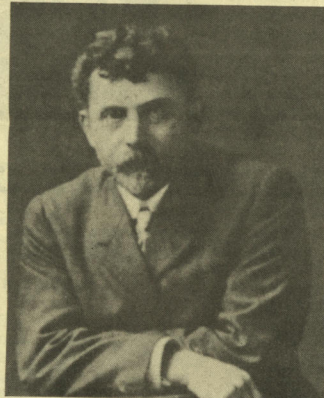
En 1954, j'ai rendu une dernière visite à Rudolf Rocker dans la communauté de Crompond, Etat de New York. Il habitait une petite maison en bois que ses compagnons lui avaient laissée à disposition. Pendant nos promenades au bord du lac Mohigan, qui était splendide à cette époque de l'année, l'octogénaire trotta allègrement à côté de l'homme de 62 ans que j'étais alors. Sa mémoire était étonnamment riche pour son grand âge et sa capacité de penser intacte et incisive. Le théoricien anarcho-syndicaliste que j'avais connu 35 ans auparavant à Berlin était ouvert à tous les changements des temps nouveaux comme à toutes les informations que je lui rapportais de mes voyages en Amérique latine et que j'estimais ne pas toujours correspondre à nos théories.

Quand quatre ans plus tard, la nouvelle de sa mort m'atteignit, je me mis aussitôt à penser au « dernier des Mohicans » surgi tout droit de mes lectures d'enfant, car celui qui était mort dans l'ancien pays des Mohicans, était l'une des dernières grandes figures de la génération libertaire du siècle dernier. Si Stirner était le philosophe de l'individualisme, Bakounine le précurseur des collectivités, Kropotkine le fondateur de l'anarchisme communiste, Max Nettlau l'his-

torien de l'anarchisme et Cornelissen l'économiste du socialisme libertaire, alors Rocker doit être considéré comme le théoricien de l'anarcho-syndicalisme.⁽¹⁾

Augustin Souchy
(mars 73)

(1) Introduction à l'édition Suhrkamp, *Extraits des mémoires d'un anarchiste allemand*.



Berlin 1919

En tant qu'adversaires de l'Etat nous voyons en lui (l'Etat) à chaque fois le bastion qui s'oppose à toute évolution libertaire. Que l'on ne me parle pas d'Etat révolutionnaire ». L'Etat est toujours réactionnaire et celui qui n'a pas saisi cela, ne connaît pas toute l'étendue du principe révolutionnaire. Chaque instrument est adapté dans sa forme à son but, à ce à quoi il doit servir, c'est la même chose pour les institutions.

La pince d'un forgeron ne peut pas arracher des dents, avec la pince du dentiste on ne peut pas forger. Il en est de même avec l'Etat. Fait pour être un instrument d'oppression, il ne pourra jamais être un instrument de libération. Ce n'est pas la dic-

tature d'en haut mais l'action révolutionnaire des masses, en bas, qui ouvrira au prolétariat le portail de la liberté. A ceux qui sous la « dictature du prolétariat » n'entendent pas autre chose que l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire, nous opposons le principe de la révolution sociale : ici dictature de l'Etat ! la révolution sociale et disparition de l'Etat. Il n'y a pas d'autre choix. Maintenant chacun peut se déterminer.⁽¹⁾

Rudolf Rocker

(1) Extrait d'une intervention lors d'une conférence syndicaliste, du 27 au 30 décembre 1919, au Luisenstädtischen Realgymnasium, à Berlin, rue Dresdner.

Sa vie

1873. Naissance de Rocker le 25 mars à Mayence, son père était graveur.

1878. Mort du père puis de la mère. Avec son oncle, il rentre en contact avec les idées socialistes. S'essaye à divers métiers (mousse, cordonnier, tailleur...). Finalement, il devient apprenti-relieur.

1887. Après la mort des anarchistes de Chicago, le 11 novembre, il s'intéresse au mouvement anarchiste. Membre d'un club socialiste à Mayence. Il adhère à l'opposition des « Jungen » (jeunes) à l'intérieur de la social-démocratie allemande. En sera plus tard exclu pour « insulte au député du parlement Franz Joest ».

1891. Voyage au congrès de Bruxelles de l'Internationale. Propagande anarchiste illégale à Mayence.

1892-93. Fuite à Paris.

1895. Après l'assassinat du président Carnot par Caserio, s'exile à Londres.

1896. Participe au congrès de l'Internationale à Londres.

1898. Sa tentative de voyage aux Etats-Unis, avec sa compagne

Milly Witkop, échoue au port de New York.

1898-1914. Parution du *Arbeiterfreund*, en yiddisch, et à partir de 1899 de *Germinal*.

1901-02. Internement à Leeds.

1906. Fondation du Worker's Friend Club and Institute dans la banlieue est de Londres.

1907. Participation au congrès d'Amsterdam de l'Internationale anarchiste. En devient secrétaire avec Malatesta et Schapiro.

1909. Voyage en France et interdiction de séjour à cause d'une prise de parole après l'assassinat de Francisco Ferrer.

1912. Agitation pendant la « grande grève » des travailleurs juifs à Londres.

1913. Tournée de propagande au Canada.

1914-18. Internement dans de nombreux camps de concentration anglais, en tant qu'« étranger dangereux ».

1918. Vit quelque temps à Hilversum (chez Domela Nieuwenhuis) et à Amsterdam. Retour à Berlin et reconstitution du mouvement syndicaliste allemand.

1920. Emprisonné avec Fritz Kater pour « incitation à la grève »

et « atteinte à la sûreté de l'Etat » sur l'ordre de Noske.

1921. Parution à Berlin de *La faillite du communisme d'Etat russe*.

1922. Fondation de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) à Berlin. En est le secrétaire avec Schapiro et Souchy.

1923. *Anarchistes et rebelles* paraît à Buenos Aires.

1924. *Johann Most - La vie d'un rebelle* paraît à Berlin.

1926. *De l'autre rive* paraît à Berlin.

1927. *La rationalisation de l'économie et la classe ouvrière* paraît à Berlin.

1928. *Idéologie et tactique du prolétariat moderne* paraît à Barcelone.

1929. Voyage en Suède sur l'invitation de la Sveriges Arbetare Central-organisation (S.A.C.).

1931. Participation au 4^e congrès de l'A.I.T.

1933. Après l'incendie du Reichstag, s'enfuit d'Allemagne vers les Etats-Unis, à travers la Suisse, la France et l'Angleterre.

1936. Tournées de conférences aux Etats-Unis pour soutenir la révolution espagnole.

1937. Déménagement de New York à la Mohigan Colony. *Nationalisme et Culture* paraît à New York.

1938. *Anarcho-syndicalisme* paraît à Londres.

1943. *La Seconde guerre mondiale* paraît à Buenos Aires.

1945. *L'influence des idées absolutistes dans le socialisme* paraît à Mexico.

1947-1953. Nombreux essais d'expulsions des Etats-Unis. Exa-

men de la situation en Allemagne (*Zur Betrachtung der Lage in Deutschland*) paraît à Stockholm et provoque d'après controverses chez les anarchistes et anarcho-syndicalistes allemands.

1949. *Les pionniers de la liberté américaine* paraît à Los Angeles.

1950. *Max Nettlau - L'Hérodote de l'anarchie* paraît à Mexico.

1954. Milly Witkop, compagne de Rudolf Rocker, meurt.

1958. Mort de Rocker.

Ouvrages de R. Rocker disponibles à la librairie du Monde libertaire

Les soviets trahis par les bolcheviks (la faillite du communisme d'Etat), éd. Spartacus, 33 F.

Anarchisme et organisation éd. Spartacus, 30 F.

Marx, ténia du socialisme éd. L'entraide, 15 F.

Nationalisme et culture (à venir)

En allemand

Peter Wienand, *Rudolf Rocker. Vie et œuvre*, éd. Karin Kramer, Verlag, 116 F.

Aus den Memoiren eines deutschen Anarchisten, éd. Suhrkamp, 35 F.

« Goulag » de Robert Young

Bien que le phénomène ait été connu depuis ses tout débuts, le mot goulag est devenu familier à tous dans la planète entière depuis l'ouvrage du même nom de Soljénitsyne. Maintenant, personne ne peut plus nier que le régime du prétendu « socialisme réel » repose principalement sur la terreur policière la plus implacable. A preuve, les cinq millions d'internés dans les centaines de camps de concentration disséminés à travers l'immense géolè qu'est l'URSS.

Aussi, il est curieux d'aller voir un film américain portant ce nom et ayant pour publicité : « ces hommes sont dangereux, ils croient en la liberté ». D'autant plus que deux bons acteurs figurent au générique : Brian Keith et surtout Malcom Mac Dowell (voir ses excellentes compositions dans *If, Orange mécanique* et *Le meilleur des mondes* d'après Huxley). Eh bien on ne s'y ennue pas, c'est traité comme un polar, avec quelques « américanisations » pour usage interne.

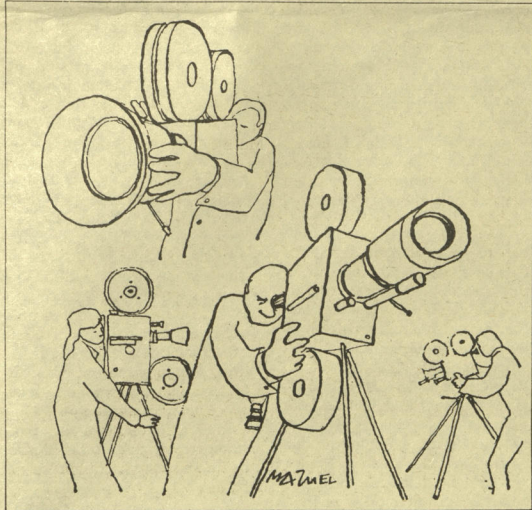
Ce qui frappe, c'est la reconstitution assez fidèle, bien qu'atténuée sur certains points comme la violence homosexuelle et le désespoir des internés, du monde du goulag. Notons que les séquences avec le juge d'instruction du KGB, véritable gag en soi car l'acteur est le parfait sosie de Jean-« Baptiste » Sartre (vous

savez, la raclure de bidet qui ne voulait pas faire connaître la vérité sur l'URSS dans les années 1948-55, pour ne pas « désespérer Boulogne-Billancourt (Renault) !). Relevons en particulier la scène sadique de la tasse de thé « à la russe » qu'il joue de manière très « existentialiste ».

Les garde-chiourmes, étoile rouge au front, ressemblent comme deux gouttes d'eau à leurs collègues nazis, chiens-loups et miradors compris. Dans la salle de projection, parmi les centaines de spectateurs de la séance, aucune exclamation ni protestation contre cet aspect barbare de la réalité soviétique ; il faut dire que tout cela est si bien connu, désormais, qu'il n'est plus possible de le nier comme à la belle époque des années 1950.

En fait, ce film se regarde par beaucoup comme une sorte de documentaire sur ce monde effrayant, apparemment si lointain et qui s'appréhendait mieux pour eux par l'image que par l'écrit. Quant à l'intrigue, soyons indulgent, autant le début peut paraître plausible - journaliste sportif victime d'une provocation du KGB à la veille des Jeux olympiques de Moscou - autant la fin montrant une évasion réussie des deux héros (comme par hasard américain et anglais) paraît de la plus haute fantaisie. Le *happy end* est une nécessité hollywoodienne !

A. SKIRDA



« On a faim ! » N° 2

« Tant qu'il y a du noir, il y a de l'espoir ! ». Cette jolie formule, piquée à Bérurier Noir, donne parfaitement idée de ce qu'est *On a faim !*, dont le numéro deux vient de paraître (1). Ce fanzine, sans doute conçu chichement au fond d'une cave par quelques conspirateurs louches, nous propose au menu des articles sur l'enfermement, la répression contre les insoumis et autres empêchements de gouverner en rond, des tas de méchancetés sur une institution pourtant irréprochable : l'armée française, des tas d'infos sur tout ce qui bouge, des poèmes, des dessins (Last Stou, Tapage Nocturne, etc...) et bien évidemment de la « muzik » : Haine Brigade, groupe anarcho-punk lyonnais, Verdun, Rosa-Crux, The Sound, Disrupters, Sleeping Dogs, etc.

Voilà, vous savez tout ! Pour le prochain numéro, *On a faim !* attend toujours toutes infos, tous dessins, poèmes, articles, délires... De plus, des projets à court terme de production de K7, distribution de disques, sont dans l'air... Vous en saurez plus bientôt !

Gil

(1) Pour tout contact : *On a faim !*, c/o Jean-Pierre Levaray, 9 impasse des Pommiers, 76900 Saint-Etienne-du-Rouvray. N'hésitez pas ! Et pour le recevoir, ça ne vous coûtera que 10 francs (plus 5 francs de port).

Quatre bougies pour « la voix sans maître »

Quatre ans déjà ! Radio-Libertaire célèbre son quatrième anniversaire. Son gâteau ? Dix heures de gala à la Mutualité, haut lieu de l'histoire sociale parisienne, le samedi 28 septembre, de 14 heures à minuit. Nos compagnons artistes animeront cette demi-journée : Gilles Cerisay, Hamou Cheheb, Maurice Fanon, Claude Feron, Gilles Langoureaux, Marc Ogeret, Sapho, Sarcloret et le groupe Tchouk-Tchouk Nougah.

On trouvera ce samedi-là à la Mutu des stands d'organisations qui collaborent régulièrement à la

station : Radio-Libertaria, la Ligue des droits de l'Homme, la Libre Pensée, l'Union pacifiste, l'Union rationaliste. Et, bien entendu, des stands de la librairie du Monde libertaire et de... Radio-Libertaire, l'autre organe fédéral, avec notre hebdo, de la Fédération anarchiste.

Une projection vidéo permanente sera organisée, ainsi qu'une halte-garderie pour les graines de nanar.

Eh oui ! Malgré les embûches, saisies, traquenards et nuisances des politiques ou de publicitaires, Radio-Libertaire est toujours là !

Quatre années de combats, d'espoirs, d'entraide et de fidélité à sa volonté de toujours : ne pas se taire, ne pas se vendre.

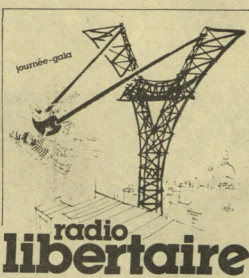
Radio-Libertaire ? Un nouveau-né, finalement, dont les premiers vagissements inquiètent ou séduisent, et qui n'a, de toute manière, pas fini de faire parler de lui...

A ce samedi 28 septembre !

Fraternellement,

Le secrétariat de Radio-Libertaire

□ Maison de la Mutualité, 24 rue Saint-Victor, Paris-5^e (M^o Maubert-Mutualité). 80 F les dix heures, 70 F au porteur de la carte d'auditeur.



Spécial copinage

• Le « 20^e Art », 18 rue des Panoyaux, 75020 Paris (métro Mémorial, tél. : 349.23.16) présente :
le 26 septembre, à 20 h 30, Alain Aurenche et José-Anne Micha ;
le 27 septembre, 20 h 30, Alain Aurenche et Fabienne Elkoubi ;
le 28 septembre, 20 h 30, Alain Aurenche et Fabienne Pralon (entrées : 40 F).

• Léo Ferré chantera le vendredi 4 octobre au Théâtre Adolphe-Adam de Longjumeau. Pour tout renseignement : (7) 834.87.58.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

- **Judi 26 septembre**
« Infos musique » (8 h à 10 h)
« Blues en liberté » (10 h à 12 h). Le bottleneck.
« Enlirez-vous » (15 h 30 à 17 h). Invité : F. Bon, auteur de « Limite ». Ed. de Minuit.
« Jazz en liberté » (22 h à 2 h). Les vocalistes « free ». Invitée : la chanteuse Corine Colmant.
- **Vendredi 27 septembre**
« Jouisence » (12 h à 14 h). La femme au masculin.
« Palais de police » (15 h 30 à 17 h). L'affaire des Halles (le clochard).
- **Samedi 28 septembre**
« Le Père Peinard » (11 h à 12 h).
« Chroniques syndicales » (12 h à 14 h). La première heure sur l'Afrique du Sud, l'autre sur l'actualité.
- **Dimanche 29 septembre**
« La fiancée de Mr Spock » (16 h à 18 h). Exclusif sur l'ensemble des radios locales et d'Etat : interview de M. Jeury, auteur de science-fiction, sur la parution de son roman « Le jeu du monde », chez R. Laffont.
- **Lundi 30 septembre**
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30). Polymérite et vaccination.

Salut Julian Beck la tribu du « living Théâtre » perd son gourou

Difficile de relater l'existence d'un tel homme de théâtre, vagabond scénique qui prétendait abolir toute distance entre public et acteur, et dont la troupe réussissait à transmettre des pièces classiques dans une modernité osée (leur excellente interprétation d'*Antigone* par exemple), ou créait des spectacles toujours déroutants pour l'époque.

Honni par les médias de la France profonde, qui préfèrent cocufiages de boulevard et qui supportent difficilement qu'on change une virgule aux pièces consacrées, le Living Théâtre n'était pas toujours compris parmi les partisans de la rupture sociale et de la recherche culturelle.

Et c'est logique, leur anarchisme viscéral, provocateur et outrancier les éloignait des salonnards marxisants ; leur non-violence exaspérait les pistolleros de la sociale ; leur penchant pour la came faisait fuir les révolutionnaires pudibonds et rhumatisants. Pourtant, en Europe comme aux Etats-Unis, ils jouaient et vivaient parmi les luttes anarchistes et pacifistes, et refusaient d'isoler le théâtre des problèmes humains et de la vie sociale.

Ah, bien sûr on me rétorquera qu'une partie de la bourgeoisie intellectuelle ou décadente se complaisait dans cette débauche théâtrale, mais rassurez-vous, pas question de leur laisser le moindre picailon ; c'est bien plus sain de subventionner par milliards Jérôme Savary qui copie et épure avec dix ans de retard.

Les créations de Beck étaient à son image : lumineuses, grandioses et néanmoins quelque peu hermétiques (*Sept méditations sur le sado-masochisme en politique*, par exemple) et ont laissé des traces sur plusieurs continents, tandis qu'ils vivotaient de petits « cachetons » ou faisaient la manche en jouant dans la rue.

Les acteurs se renouvellent souvent, tellement il est difficile de suivre constamment Julian et Judith, sa compagne, ces survoltés du délire et de l'imagination. Cela n'a pas empêché le Living d'avoir traversé 35 ans en bouleversant les habitudes culturelles, les ronrons théâtraux et le mode de vie luxueux et hautain de beaucoup d'« artistes ».

Le Living Théâtre va-t-il poursuivre sa nébuleuse après la disparition de Julian Beck, cet anar candide et illuminé, ce beatnik sans chaînes ni moto ? L'héritage

est si important, qu'il est bien improbable qu'il n'ait pas de prolongements.

N'en déplaise aux académiciens et aux censeurs, le théâtre mondial perd un de ses enfants les plus turbulents, et le mouvement libertaire est amputé d'une figure de l'anarchisme contemporain, figure très controversée, y compris en son sein.

Alain Crapaud



« Moi, j'aimais pas ! »

Du vent sur la Courneuve

« Le souffle », titrait l'Huma, en gros caractères rouges, au lendemain de la fête de la Courneuve. « Du vent » aurait été, sans aucun doute, mieux indiqué pour évoquer les discours de Marchais.

Les vociférations du secrétaire général n'avaient pas d'autres objets que de dissimuler un manque total de perspectives. Il y a belle lurette que le parti a renoncé à brandir le drapeau de la révolution prolétarienne. Elle est résolue également l'époque des Fronts populaires où l'espérance était permise d'arriver au pouvoir par la voie parlementaire en plumant la volaille socialiste. La gloire de la libération est estompée par le temps. Que peut-il donc subsister alors, sinon le seul souci d'assurer, tant bien que mal, la survie de l'appareil et la paie des permanents ? Pour cela il faut conserver une influence suffisante sur une clientèle populaire en lui faisant croire qu'avec le PC il sera possible de « changer la vie ». L'entreprise ne pas sans présenter parfois des contradictions difficilement surmontables. De véritables pièges.

C'est ainsi qu'en 1981, le PC ne pouvait pas refuser les strapontins ministériels offerts par Mitterrand. Conditionnés par des années de grand tapage mené autour du programme commun, les électeurs n'auraient pas compris. Mais la gauche au pouvoir, ne voulant ni ne pouvant faire autre chose que gérer loyalement l'état bourgeois, allait fatalement décevoir, surtout en période de crise économique. La rigueur devait frapper, ne pouvait frapper que les travailleurs, et précisément ceux des secteurs où traditionnellement, le PC puise ses forces.

Il fallut alors quitter la galère pour ne pas perdre définitivement la confiance de tout ceux qui ne comprennent plus qu'un gouvernement « amis des travailleurs » puisse leur causer autant de misère. Mais l'occasion ne s'en présenta que tardivement. Alors que

voulez-vous que Marchais fasse aujourd'hui sinon crier très fort pour qu'on oublie trois années de participation ministérielle tandis que quelques poignées de militants, parmi les plus fidèles (et quelques employés municipaux, parfois) cavalaient dans des opérations à grands spectacles menées avec la CGT.

Responsable, moi ? Jamais !...

Il n'y a pas si longtemps, pourtant, Marchais proclamait que nos dernières « conquêtes sociales »



étaient plus grandes encore que celles de 1936. Mais voici qu'à la Courneuve, Jojo nous explique que si électeurs socialistes et communistes s'abstiennent aujourd'hui, c'est parce que la politique du gouvernement « ne correspond pas à ce qu'ils attendaient, parce qu'ils éprouvent de la déception, du mécontentement, de l'amertume ».

Il ne s'agit pas d'une amorce d'autocritique, non, puisque tout cela, finalement, c'est de la faute aux électeurs. Le secrétaire général l'a bien dit : « Il ne s'agit pas de réécrire l'Histoire, mais tout le monde comprend bien que si, en 1981, nous avions eu plus de députés, si le Parti socialiste n'avait pas eu la majorité absolue à l'Assemblée nationale et n'avait pas pu, de ce

fait, imposer la politique de son choix, les choses auraient pu tourner autrement. On n'en serait pas là aujourd'hui ».

On fait ce qu'on peut

Alors quel avenir Marchais propose-t-il maintenant aux militants ? Dans son livre « La secte », Philippe Robrieux raconte qu'au cours d'une conversation avec Waldeck Rochet, dans les années 60, celui-ci lui aurait répondu, à plusieurs reprises : « Je suis secrétaire général du parti communiste français, je fais ce que je peux, pas ce que je veux ».

ques, notamment le Parti socialiste ».

Pas échaudé le camarade, il est prêt à recommencer ! Mais réaliste, tout de même : « Nous savons bien que, dans l'état actuel des choses, cet appel n'a aucune chance d'être entendu ». Alors, on cause pour ne rien dire ?...

Il reste six mois...

Comme il existe quelques probabilités de voir la droite réintégrer les pénates gouvernementales, Marchais n'a pu moins faire que d'évoquer le problème de la « cohabitation ». Ce qui comptera, après mars 86, ce sera d'empêcher la coopération entre la droite et le Parti socialiste. Un programme qui n'a rien d'exaltant...

« Les jeux ne sont pas faits. Il reste six mois » a déclaré

le secrétaire général. Six mois où la parti va mettre le paquet. Une conférence nationale se tiendra le 13 octobre pour adopter des « propositions précises ». Pour pimenter la sauce on trouvera bien les moyens de participer à quelques joyeuses sauteries avec la CGT. Une grande campagne est prévue également pour la libération de Mandela. Elle présentera le double avantage de dissiper l'ennui des militants tout en clouant le bec aux malotrus qui voudraient nous émouvoir sur le sort de ceux qui crèvent au Coulag. Mais tout cela sera-t-il suffisant pour rameuter les foules ?

Le PC, selon Marchais « c'est la grande chance dont disposent les travailleurs et le pays ». Ce qui n'a pas empêché le parti de perdre la majorité de son électoral en quelques années. Les gens sont totalement ingrats...
S. Basson

La droite et la raison d'Etat

« L'Etat c'est l'autorité, c'est la force, c'est l'ostentation et l'infatuation de la force. Il ne s'insinue pas, il ne cherche pas à convertir (...); car sa nature, ce n'est point de persuader, mais de s'imposer, de forcer ». Comment ne pas se souvenir de ces phrases, écrites par Bakounine en 1871, lorsqu'on songe à l'attentat contre le bateau de Greenpeace commis par une équipe du service action de la D.G.S.E. La raison d'Etat, voilà l'excuse de tout Etat démocratique découvert en flagrant délit de terrorisme.

Et si l'acte a été commandité par un gouvernement socialiste, il est légitime — du moins sur le principe, si ce n'est sur le résultat de l'acte — par toute la droite française, y compris ses membres les moins favorables à la cohabitation en 1986. Que ce soit M. Barre : « le président et le gouvernement ont le devoir de faire en sorte que, quelles que soient les circonstances, contre qui que ce soit, les intérêts de la France (...) soient défendus. S'ils font cela, ils auront mon soutien ».

Que ce soit le R.P.R., par la voix de M. Flosse déclarant : « le gouvernement de la République a eu raison d'adopter une attitude ferme à l'égard de Greenpeace ».

Après les « révélations » du Monde (le 18 septembre), les positions ont peu évolué, même si certains se servent des mensonges du gouvernement dans un but politicien. Le bureau politique de l'U.D.F., dans un communiqué lu par M. Jean-Claude Gaudin, ne s'élève pas contre l'organisation de l'attentat, mais contre « le mensonge public sur l'attentat ». Tout en ajoutant, avec hypocrisie lorsqu'on se souvient de l'ex-diamantaire de l'Élysée, que « la même raison d'Etat qui nous avait conduits à adopter une attitude de grande réserve nous oblige aujourd'hui à demander au président de la République de dire enfin la vérité aux Français. Car aucune démocratie ne peut vivre dans le mensonge ».

Que peut-on dire de plus, sinon inciter à relire les phrases qui composent le début de cet article ?

P. Bedos

Budget de la Défense pour 1986

Les satisfaits et les désabusés

Si l'argent est le nerf de la guerre, il est également celui de l'armée. Le projet de budget militaire pour 1986 était attendu dans les états-majors comme un rendez-vous de première importance. A mi-parcours de l'exécution de la loi de programmation militaire 1984-1988 ; après deux années de relative austérité budgétaire (141,5 milliards de francs en 1984 et 150,2 en 1985) ; après la perte de 1,3 milliards de francs, cette année, entre les prévisions et le budget définitif ; les militaires guettaient leur ministre hernuesque comme le loup des moutons. Il y avait de la mutinerie dans l'air.

Depuis le début de l'année, cela « grenouillait » sec pour avoir la plus grosse part du gâteau : chacun tendait la sébille, pleurait, trépignait pour obtenir des crédits substantiels. « Il faut beaucoup d'argent », avait avoué en mars le général Forget, patron de la force aérienne tactique, à l'occasion du vol supersonique du sieur Fabius.

Mal lui en a pris, car le résultat des courses (l'attribution des crédits aux différentes armées) donne perdante l'armée de l'air, au profit de la marine et de la F.A.R. (Force d'action rapide). A l'eau, si l'on peut dire, les avions-radars AWACS et le missile SX. En effet, les 158,3 milliards de francs (exclu-

sez du peu !) profiteront essentiellement aux forces nucléaires (1/3 des dépenses d'équipement militaire en 1986) et à la marine (modernisation des sous-marins actuels, mise à l'étude d'un nouveau modèle et construction d'un premier porte-avion à propulsion nucléaire). Regardez du côté du Pacifique et de la protection des intérêts français, vous comprendrez le pourquoi de ces priorités.

Innovation dans le domaine spatial avec l'élaboration de deux programmes visant à disposer de satellites de communications et d'observations militaires. Sans doute les fruits de l'opération Manta, au Tchad, qui en avait démontré le besoin. L'absence d'information sur les mouvements de troupes libyennes avait quelque peu ridiculisé, à l'époque, nos braves guerriers.

Par ailleurs, une absence de taille est à signaler car, à première vue, on ne parle pas dans ce budget du « Face », l'excuse d'aviation de combat européen, boudé par tous les Européens (à l'exception de la France, bien sûr). Les Français auraient-ils perdu le « Face » ? Mais motus, cela fâcherait tonton Dassault et la C.G.T. qui avaient mis beaucoup d'espoir en cet avion de papier tricolore.

Georges HOST